

## **LE PARADOXE FRANÇAIS DANS LA MONDIALISATION**

**Ou pourquoi sommes-nous faibles alors que notre économie est forte ?**

### **L'idéologie dominante fait de la mondialisation un système irréversible auquel nous devons nous soumettre quoiqu'il nous en coûte**

Les gagnants du système économique dans lequel nous vivons, comme tous les dominants de toutes les sociétés à n'importe quelle époque, ne se contentent pas de profiter des avantages matériels que leur confère leur suprématie : ils cherchent à la justifier par une idéologie qui a pour but de convaincre les perdants du système qu'ils méritent leur sort.

Les gagnants d'aujourd'hui ont décrété inéluctable la mondialisation économique actuelle et son cortège d'inégalités ; la crise économique résulte de notre incapacité à « mériter » l'intérêt des sociétés d'investissement, marchés financiers, dirigeants d'entreprises, bref des puissances financières susceptibles de décider d'investir du capital en France. Pour eux, nous n'avons pas d'autres solutions que de nous adapter à la marche du monde.

Il est vrai que de prime abord les faits leur donnent raison, car la mondialisation est un phénomène qui s'impose à nous. La crise de 2008 résulte du dysfonctionnement du système économique mondial, avec ses marchés financiers dérégulés depuis les années 80 et 90. Un système que nous ne pouvons certes pas réformer seuls ni nous en extraire. Nous subissons une économie « casino » dans laquelle les institutions financières prennent des risques inconsidérés pour démultiplier leurs profits avec un Etat qui de toute façon prendra en charge l'effacement de leurs pertes pour les empêcher de faire faillite. Ce qui fait exploser ensuite la dette publique et en définitive appauvrit les nations. Désormais, lorsque la croissance économique repart, comme aux Etats-Unis, c'est surtout grâce aux artifices de la finance en attendant l'éclatement de la bulle prochaine : nous pouvons encore avoir de la croissance, mais plus guère de développement. Et encore, la croissance économique est devenue l'arlésienne pour une partie des pays de la zone euro, écrasés par des politiques d'austérité qui sont synonymes, puisque la croissance économique ne repart pas, d'un simple transfert de revenus des classes moyennes et populaires vers ceux qui en bénéficient.

La pression des marchés financiers justifie ainsi l'abaissement des standards sociaux des pays développés vers ceux des pays du sud. Toute tentative de contestation par les salariés français des politiques d'austérité via les politiques de leurs gouvernants, pousserait les marchés financiers à désertier le CAC 40 ou faire s'envoler les taux d'intérêts de la dette publique pour punir cette révolte plébéienne.

### **L'arme fatale des capitalistes dans la mondialisation, c'est la mobilité des capitaux**

C'est du moins ce que soutient **la grande majorité de la classe politique, intellectuelle et médiatique du pays**, qui **tente en permanence de convaincre les Français que le ciel leur tomberait sur la tête s'ils remettaient en question les pouvoirs économiques en place à travers la critique de la mondialisation**. La contrainte alléguée de la mondialisation jette toutefois le soupçon sur l'indépendance de la classe politique à l'égard des lobbies économiques car il est toujours difficile de savoir,

pour telle réforme proposée qui concerne uniquement la France, dans quelle mesure la contrainte est réelle ou fantasmée. De plus, les tenants du système qui traitent de dinosaures les récalcitrants de la mondialisation oublient de préciser que **l'Union européenne forme la région la plus libérale du monde, et que les autres Etats ont tous conservé beaucoup plus de pouvoir que les Etats membres de l'Union pour protéger leurs intérêts.**

S'il est difficile de placer exactement le curseur des marges de manœuvre de l'Etat, il faut reconnaître que **les puissances financières disposent d'une arme fatale : la mobilité des capitaux.** En les retirant, ils détruisent des emplois ou empêchent d'en créer. Avec un chômage de masse et une main d'œuvre étrangère qui souvent peut produire la même chose que nous avec un coût du travail moins élevé et une monnaie moins forte (même si la main d'œuvre est moins productive), le rapport de force est clairement en faveur du patronat. D'où l'immobilisme prudent des gouvernements sur toute réforme dite sociale. Ainsi au final, les politiques économiques tournent en rond parce que les politiques ne font rien d'autres que répartir autrement la richesse laissée à notre pays quand les gagnants de la mondialisation se sont servi leur part, toujours plus importante. Les politiques de l'offre avantagent la compétitivité (ou seulement les profits) des entreprises au détriment de la consommation des ménages, et réciproquement. **Relancer la demande atone des ménages et les investissements publics en berne, serait pourtant aujourd'hui opportun car les entreprises freinent leurs investissements en l'absence d'une anticipation d'une hausse de la demande.**

Et pourtant...

### **Pourtant, la France dispose de ressources suffisantes pour relancer son économie et garantir son indépendance économique**

**Il suffirait de quelques réformes modérées pour permettre à la France de se relever de son déclin économique et retrouver une partie de sa souveraineté.** La 6<sup>ème</sup> puissance économique mondiale dispose d'atouts technologiques et surtout d'un **pouvoir d'achat et d'une épargne assez importants pour financer les besoins de son économie, s'ils étaient drainés vers elle.**

L'épargne financière de ses résidents est en effet abondante et pourrait couvrir largement les besoins de financement de ses entreprises, ou même ceux des administrations publiques, c'est-à-dire couvrir le montant de dette publique détenu par les non résidents. L'épargne financière des Français atteint plus de 4000 milliards d'euros, tandis que la dette publique détenue par les non résidents valait environ 1345 milliards d'euros au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Bien sûr, aucun gouvernement ne serait prêt à recourir à un emprunt forcé auprès des épargnants pour leur offrir des taux d'intérêt bien moins élevés que ceux qu'ils pourraient obtenir par d'autres placements. Mais ces chiffres ont l'intérêt de relativiser la contrainte de la dette publique.

Le principal problème de l'épargne financière des Français réside dans le fait qu'**elle est investie à 45% dans des titres étrangers.** Sachant que 11 millions de foyers possèdent une assurance-vie, il suffirait que tous les ans chacun de ces ménages place 1000 euros supplémentaires dans le financement d'entreprises résidentes pour générer un investissement supplémentaire d'environ 11 milliards d'euros de la part des entreprises. Un investissement qui contribuerait à **une augmentation du PIB de 0.5%** selon la valeur du PIB de 2014. Une capitalisation supplémentaire de 100 milliards d'euros vers les PME et les grands groupes (pour réduire leur dépendance aux capitaux étrangers) avait été jugée suffisante dans un rapport parlementaire de 2012 : cela ne représente qu'une faible réorientation des encours d'assurance-vie, dont le montant

s'élève à 1550 milliards d'euros en 2015 (cf le texte « le deuxième pilier du civisme économique : l'épargne »). En réalité, il suffirait de quelques incitations fiscales, centrées sur les gros patrimoines, pour assurer cette réorientation des encours d'assurance-vie. Au-delà de l'épargne des particuliers, les déséquilibres résultent aussi de la **faiblesse des investissements directs étrangers en France, par rapport aux investissements français réalisés à l'étranger**, déséquilibres visibles à travers le compte financier de la balance des paiements de la nation. Cette situation résulte en particulier des investissements opérés par les multinationales du CAC40 à destination de leurs filiales, au détriment de l'activité en France.

Quant aux besoins liés à la consommation des ménages, **nous produisons à peu près autant que nous consommons, ce qui nous rend potentiellement autonomes vis-à-vis de l'extérieur**. Ainsi, la valeur de la production intérieure (PIB) s'élève à 98% de la demande intérieure totale, qui comprend principalement les dépenses de consommation des ménages et des administrations, ainsi que la formation brute de capital fixe des entreprises (l'investissement), d'après les données de la comptabilité nationale. Notre déficit commercial est donc peu élevé, et nos capacités de production, qui ne sont pas utilisées à leur niveau maximum, sont suffisantes pour satisfaire la demande intérieure. La majorité de la population dispose d'un pouvoir d'achat suffisant pour acheter des produits majoritairement fabriqués en France, sans être condamnée aux « low cost » souvent de qualité médiocre. Or, la croissance et l'emploi générés par la consommation Made in France, augmenteraient les recettes fiscales qui pourraient être répercutées ensuite sur les contribuables par des baisses d'impôts par le gouvernement (cf le texte « Le premier pilier du civisme économique : la consommation Made in France »).

Ce gain récompenserait alors largement l'effort fourni par le consommateur en plaçant l'étiquette « Fabriqué en France » parmi ses premiers critères de choix. **Si chaque consommateur réorientait 60 euros par mois de dépenses vers des produits fabriqués en France, cela générerait une croissance économique de 1.5%** (niveau permettant la création d'emplois) qui permettrait elle-même une diminution de la pression fiscale annuelle de 258 euros par habitant ou 609 euros par ménage. Grâce à ce gain fiscal, l'éventuel surcoût des produits fabriqués en France par rapport aux produits importés de qualité équivalente, deviendrait rentable jusqu'à 36%. Mais ce qui transforme aujourd'hui l'achat Made in France en « effort », ce n'est pas tant le prix des produits que la difficulté à les trouver, vu la faiblesse des filières de distribution des produits Made in France. Les distributeurs ont plutôt intérêt en effet à faire produire pour moins cher à l'étranger et à augmenter leurs marges en conséquence. Le soutien au Made in France passe par un soutien à des filières alternatives de distribution.

**La promotion de la consommation et de l'épargne citoyennes, ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale génèreraient une croissance suffisante pour stabiliser la dette publique, et donc une alternative aux politiques d'austérité**

Nous venons de voir que les capacités de consommation et d'épargne français sont largement suffisantes pour assurer l'autonomie du pays vis-à-vis de l'extérieur et relancer la croissance économique. Et ce, au prix d'un effort modéré de la part des Français, effort qui certes dépend de leur fibre citoyenne, mais aussi et surtout de celle des intermédiaires : distributeurs pour les biens de consommation, intermédiaires financiers tels que banques et sociétés d'assurance pour l'épargne.

En outre, l'Etat pourrait dégager des marges de manœuvre budgétaires en remettant en question certains privilèges fiscaux, accordés à tous secteurs, même à ceux qui ne sont guère soumis à la pression de la concurrence internationale (grande distribution,

construction) et sans contreparties (contreparties d'embauche et d'investissement). Les montants en jeu et les moyens de mieux contrôler ces ressources sont exposés dans les chapitres suivants.

Enfin, en plus de multiples niches fiscales légales, l'Etat perd chaque année un montant important de ses recettes à travers l'évasion fiscale (cf le texte « Le civisme fiscal »). Le montant moyen annuel de la fraude fiscale, certes par nature difficile à évaluer, est estimé à 70 milliards d'euros, soit l'équivalent de la hausse des prélèvements obligatoires sur les ménages depuis 2010, et 2500 euros en moyenne par ménage.

Si cette somme était réinjectée dans l'économie ; si l'on estime à 7 ans le temps nécessaire pour recouvrer ces recettes fiscales avec une politique volontariste de renforcement de l'administration fiscale et en comptant sur les récents progrès de la communauté internationale en matière de lutte contre les paradis fiscaux ; alors ce montant pourrait générer une augmentation du PIB de 2.2% en 7 ans, soit en moyenne 0.3% par an, donc un effet non négligeable sur la croissance (cf le texte sur « Le civisme fiscal » pour la justification du calcul).

En résumé, si l'on additionne les contributions à la croissance exposées ci-dessus dus à la consommation Made in France (1.5%), à l'épargne Made in France (0.5%) et au civisme fiscal (0.3%), on obtient +2.3% de croissance, à ajouter à la croissance prévisible en l'absence des politiques qui aboutiraient à ces augmentations de PIB. Cela représente un chiffre très important, et qui va même au-delà de la croissance potentielle de la France, celle que lui permet d'atteindre sans inflation la quantité disponible des facteurs de production que sont le capital et le travail.

Bien sûr, ce genre de calcul est forcément très théorique, mais il met en évidence le fait qu'il est possible de renouer avec la croissance sans qu'il soit besoin d'une révolution sociale ou technologique, ou de sacrifices sans fin pour désendetter l'économie.

Car rien qu'avec un taux de croissance de 2.3%, la dette publique peut être stabilisée avec le taux d'intérêt actuel des emprunts de l'Etat.

En effet, la soutenabilité de la dette publique dépend du niveau relatif du taux de croissance de l'économie et du taux d'intérêt des emprunts de l'Etat. Pour qu'elle soit soutenable, l'Etat doit dégager un excédent primaire, c'est-à-dire un solde budgétaire positif entre ses dépenses et ses recettes suffisamment élevé pour assurer le remboursement des intérêts annuels de la dette.

On a ainsi :

$$p = (g-r) * (dette/Y)$$

Avec :

P = solde primaire stabilisant la dette publique (à fin 2014, le solde est de : -4%)

g = taux de croissance

r = taux d'intérêt réel (avec inflation déduite du taux nominal)

Y = PIB (ratio dette/PIB de 95% à fin 2014)

Soit :

$$r = g - (p/dette/Y)$$

avec  $g = 2.3\%$ ,  $p = -0.04$ ,  $dette/Y = 0.95$

$r = 2.3\%$

Avec un taux de croissance de 2.3%, il faudrait un taux d'intérêt réel de 2.3% sur les emprunts de l'Etat français pour stabiliser la dette publique à son niveau de fin 2014, avec le déficit public existant à fin 2014.

Or, en 2013, selon les données de la banque de France, le taux d'intérêt à long terme valait 2.21%, un taux inférieur à ces 2.3%.

Les politiques d'austérité sans fin et sans résultats n'ont donc rien d'une fatalité. **La faiblesse et la dépendance de la France ne sont pas dues aux mauvaises performances de son économie, mais à l'absence de démocratie économique.** Rien n'est fait pour empêcher certains agents économiques d'adopter des comportements opportunistes dans la mondialisation pour maximiser leurs revenus au détriment de l'intérêt général.

C'est pourquoi ce site propose de changer de paradigme pour reprendre notre destin collectif en main. Ce nouveau paradigme consiste à produire davantage de richesses par et pour nous, et de promouvoir une « économie utile » fondée sur le développement durable, l'utilité sociale, la préservation et la création de l'emploi par des acteurs économiques, ménages et entreprises, citoyens et responsables : en résumé, par la promotion du civisme économique.